

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-ex-president-Lula-en-garde-a-vue-dans-l-enquete-sur-Petrobras>

L'ex-président Lula interrogé dans l'enquête sur Petrobras

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : vendredi 4 mars 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a été interrogé par la police dans le cadre de l'enquête pour des faits de corruption au sein de la compagnie pétrolière Petrobras.



Luiz Ignacio "Lula" da Silva

L'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a été interrogé par la police fédérale dans le cadre de l'enquête pour des faits de corruption au sein de la compagnie pétrolière Petrobras, en vue d'être relâché après son audition.

Selon la police, des éléments de l'enquête montrent que des pratiques frauduleuses au sein de l'entreprise publique ont personnellement profité à Lula sous forme de paiements et de biens immobiliers de luxe.

La police estime qu'un système de corruption et de blanchiment d'argent a permis de financer des campagnes électorales et de couvrir des dépenses du Parti des travailleurs (PT) dont Lula était le chef de file.

« En plus d'être le chef du parti, l'ex-président Lula était l'un des responsables qui décidaient en dernier ressort de la nomination des directeurs de Petrobras et l'un des principaux bénéficiaires de ces crimes », précise le communiqué de la police.

« Il existe des preuves que ces crimes l'ont enrichi et ont financé des campagnes électorales et ont servi de trésor à sa formation politique », poursuit le communiqué.

La police a mené 33 perquisitions et délivré 11 mandats d'arrêt dans le cadre de l'enquête Operation Carwash, dont deux à San Bernardo do Campo où réside Lula, qui a été entendu dans les locaux de la police.

Quelque 200 policiers et 30 agents du fisc ont participé à cette vague d'opérations vendredi. Lula a exercé les fonctions de président du Brésil de 2003 à 2010, période au cours de laquelle la plupart des malversations se sont produites, selon le ministère public.

[El Correo](#) avec agences, Paris le 4 mars 2016